FONDÉ EN 1910

LE DEVOIR

VOL. LXXXIX - N° 226 ◆ MONTRÉAL, LE MARDI 6 OCTOBRE 1998 ◆ 87¢ + TAXES = 1$ / TORONTO 1$

LE MONDE

Clinton fait face à la procédure de destitution, page A 5

ÉCONOMIE

Les Bourses réagissent mal à la réunion des grands argentiers, page B 2

MONTRÉAL

OSM: Québec souhaite une participation accrue d'Ottawa, page A 3

PERSPECTIVES

Des votes et des jeux

L'élite locale de Québec souffle d'aise. Les trois quarts des électeurs ont approuvé la tenue des Jeux olympiques d'hiver dans la capitale en 2010. Mais faut-il pour autant faire de ce scrutin un modèle de démocratie?

L'appui populaire à la candidature de Québec pour l'obtention des Jeux olympiques d'hiver de 2010 était devenu un enjeu capital dans la région. Une affaire d'honneur. Un test de l'estime de soi. Si bien que, avec emphase, le maire de Québec, Jean-Paul L'Allier, a déclaré samedi que *«pour la première fois depuis 20 ans, les gens de la région ont fait un geste de solidarité et se sont fait confiance»*. Quel cri du cœur! Qui révèle peut-être à quel point les relations sont tendues entre la capitale et sa région.

Ce référendum était aussi sans doute le meilleur moyen de clouer le bec à la mairesse de Sainte-Foy, Andrée Boucher, qui avait fait campagne, en 1995, contre la candidature de Québec pour les Jeux de 2002. Désormais, elle arborera le macaron de Québec 2010 et, a-t-elle promis, va *«porter le dossier olympique»*.

Mme Boucher a même dit qu'il n'y *«aura plus jamais de doute»* dans son esprit. On a du mal à la croire, une femme aussi sceptique et méfiante qui, à peine quelques semaines avant le scrutin, soulevait encore des questions sur le réalisme des prévisions budgétaires présentées par le comité organisateur. Comptons sur sa vigilance.

Michel Venne

◆ ◆ ◆

Entre mercredi et samedi, 152 000 électeurs sur 531 000 inscrits ont participé au scrutin, soit un taux de participation honorable de 28,7 %. Quelque 77 % des votants ont approuvé la tenue des Jeux olympiques de 2010 dans leur région. La banlieue est pour les jeux autant que la ville, sur la rive sud du Saint-Laurent comme sur la rive nord.

Le comité organisateur pense que la tenue de ce référendum est un atout pour Québec contre Calgary et Vancouver qui sont dans la course pour représenter le Canada en vue d'obtenir les jeux de 2010. Des sondages scientifiques donnent un appui de plus de 80 % de la population (88 % à Calgary) dans chacune des deux villes. À Québec, fera-t-on valoir, non seulement le taux d'appui est presque équivalent. Mais 150 000 personnes se sont déplacées pour voter.

On peut s'interroger sur le poids de cet argument. Certes, la campagne de Mme Boucher contre la candidature de Québec il y a trois ans avait fait mal à l'image de la région. Mais Québec n'avait aucune chance d'obtenir les Jeux de 2002. Salt Lake City, une ville américaine, qui cognait pour la quatrième fois à la porte du CIO, déjà dotée de plusieurs des équipements requis, avait la victoire dans la poche avant même que la course ne commence.

Faute de combattants, la campagne de Québec 2010 n'a été menée que par le camp du OUI

En outre, il est faux de dire que Québec ne bénéficiait pas de l'appui de la population. Dès juin 1995, à peine quelques jours après que l'on eut appris que Québec n'avait recueilli que sept votes en sa faveur au sein du CIO, 62 % des gens de la région souhaitaient que leur ville tente à nouveau sa chance quelques années plus tard.

D'ailleurs, que vaudrait l'appui populaire si Québec ne pouvait présenter d'autres atouts qui auront plus de poids? Les travaux d'aménagement d'une nouvelle piste de ski alpin au cap Maillard, qui ont débuté cet automne, permettront de doter la région d'un équipement satisfaisant aux normes internationales. Il y a trois ans, l'absence d'un tel équipement constituait l'un des principaux handicaps de la candidature québécoise.

Face à ses rivales canadiennes, Québec fera valoir également que l'organisation des jeux ici permettra de doter l'est du Canada d'équipements sportifs pour les athlètes aujourd'hui obligés de se rendre à Calgary pour s'entraîner. Le Canada serait alors reconnu pour la qualité de ses infrastructures sportives d'hiver d'un océan à l'autre. C'est du moins ce que l'on dit déjà, y compris dans l'ouest canadien.

D'ailleurs, la bataille pour obtenir les jeux ne fait que commencer. Les péripéties référendaires n'étaient que de la petite bière à côté des intrigues de coulisses, des batailles politiques, des opérations de séduction auprès des membres du CIO une fois franchie l'étape canadienne.

On peut bien célébrer aujourd'hui les résultats du référendum. Mais il paraît un peu plus inquiétant de voir que l'on présente cette consultation, dans les milieux politiques et dans la presse locale, comme un modèle de démocratie. Faut-il rappeler que la campagne n'a été menée que par le camp du OUI, faute de combattants structurés parmi les opposants. Aucun budget n'était réservé pour la création de comités parapluie. Les dépenses n'étaient pas contrôlées. Les dés étaient pipés.

Aux États-Unis, où la technique du référendum est de plus en plus utilisée, les groupes de pression, riches et organisés, ont pris le contrôle de cet outil qui est devenu une caricature de démocratie. Sans parler des risques de dévaluer le rôle des élus. Le référendum de Québec a tourné en une bonne opération de publicité et de mobilisation. Cela n'en fait pas pour autant un modèle de participation politique.

Le Québec votera le 7 décembre

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Les commissions scolaires ont reçu le feu vert du Directeur général des élections pour repérer les locaux scolaires devant servir à la tenue des élections générales le 30 novembre, pour le vote anticipé, et, une semaine plus tard, le 7 décembre, pour le scrutin général. Ce sont les sérieuses et récurrentes rumeurs d'élections émanant du gouvernement qui ont poussé le DGE à mettre en branle sa machine électorale.

«Il s'agit d'activités normales, précise le porte-parole du DGE, Bernard Raynald. *Nous n'avons pas le choix, nous nous devons de toujours être prêts.»*

Toutefois, indique-t-on, du côté des commissions scolaires, il est rarement arrivé, et certainement pas dans la période précédant les trois dernières élections générales, que rendue à cette étape, la machine électorale fasse marche arrière. La prochaine campagne électorale devra durer entre 33 et 39 jours selon la loi. Un passage obligé pour le premier ministre Bouchard demeure la date du 1er novembre. Il a jusqu'à cette date pour déclencher l'élection partielle dans la circonscription de La Prairie détenue auparavant par la députée péquiste démissionnaire Monique Simard. C'est pourquoi tout le monde a encerclé la date du 7 décembre sur le calendrier.

En ce moment, le gouvernement Bouchard est en possession de sondages internes passablement favorables qui seront dévoilés aux membres de l'aile parlementaire du Parti québécois jeudi et vendredi lors d'un caucus pré-sessionnel à Bécancour. Le premier ministre annoncerait ensuite, d'ici une semaine tout au plus, la tenue du scrutin.

Mais plus qu'un agenda politique, qui risque d'échapper au gouvernement lors des débats à l'Assemblée nationale, ce sont davantage les sombres perspectives économiques et le peu de solutions qui font consensus au sein des grands pays industrialisés du G7 qui pèsent lourd dans la balance électorale. Ces perspectives de ralentissement de l'économie mondiale, qui influençaient beaucoup Robert Bourassa à l'époque, incitent le premier ministre Bouchard à aller aux urnes sans perdre de temps.

VOIR PAGE A 8: **ÉLECTIONS**

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Claude Brochu a affirmé hier n'avoir reçu aucune offre de rachat de ses parts, et n'avoir même eu aucune discussion avec quiconque à cet égard. «Personne ne m'a parlé de quoi que ce soit. Ce sont des histoires, toutes sortes de rumeurs. C'est complètement faux. Ça ne s'est pas produit.»

Un nouveau stade, point à la ligne

Une injection d'argent privé ne suffirait pas, affirme le commissaire du baseball

JEAN DION
LE DEVOIR

Les autorités des ligues majeures de baseball se rangent résolument derrière Claude Brochu et ne croient pas un seul instant que l'arrivée de nouveaux investisseurs résoudrait les problèmes que connaissent les Expos de Montréal. En clair, il faut un nouveau stade, point à la ligne, et les gouvernements devront ouvrir leur portefeuille pour que le projet se réalise et que le déménagement de la concession soit évité.

«La franchise des Expos a besoin d'un nouveau stade. C'est la question centrale. En fait, c'est la seule question», a martelé hier le commissaire du baseball majeur, Bud Selig, à l'issue d'une rencontre d'une heure avec M. Brochu, président et commandité des Expos, et le premier ministre Lucien Bouchard. À moins de 48 heures, aussi, de la réunion de la dernière chance pour les propriétaires des Expos, qui devront décider demain s'ils s'agrippent, élargissent leur consortium en en modifiant la structure ou mettent l'équipe en vente.

Alors que les rumeurs galopent sur la venue de nouveaux actionnaires, dont aucun n'a encore montré le bout

VOIR PAGE A 8: **EXPOS**

Dr Jekyll et Mr Hyde

Un des intellectuels qui ont mené Pierre Bourque au pouvoir gifle le maire sortant

Dans un ultime croc-en-jambe à moins d'un mois des élections de Montréal, l'un des intellectuels qui a mené Pierre Bourque au pouvoir, le professeur Alain Chanlat de l'école des Hautes Études commerciales, gifle aller-retour le maire sortant dans un nouvel ouvrage lancé aujourd'hui, *Les deux Pierre Bourque côté cour, côté jardin.* En entrevue au *Devoir*, M. Chanlat lance un mea-culpa pour avoir *«engendré un monstre»* aux *«comportements pathologiques»*.

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

Par les immenses fenêtres, on aperçoit les immeubles entassés du centre-ville qui pointent dans le ciel gris d'automne, avec derrière, un mont Royal protecteur. Alain Chanlat s'enthousiasme et se désole tout à la fois de cette image de force. Quelques mois auparavant, alors qu'il mettait une dernière main à son livre sur M. Bourque, il avait déclaré au Devoir sans ambages: «Je veux qu'il reçoive ça comme un coup au cœur parce qu'il nous a tous trahis.»

La mi-campagne électorale est donc un moment sciemment choisi, dans l'objectif très clair d'écorcher le maire sortant. Alain Chanlat parle de la trahison de Pierre Bourque mais on peut prévoir qu'il sera accusé de vengeance puisque plusieurs de ses proches, dont sa fille, sont passés dans le hachoir.

«Le danger était que ce soit un bouquin de règlement de comptes. Si c'était le cas, j'aurais manqué mon coup et j'aurais perdu toute crédibilité. [...] Je veux, au nom du bien commun, qu'il ne soit pas réélu», justifie-t-il.

Voilà pour la motivation. Mais peu importe la réception qu'aura ce livre, il est d'ores et déjà assuré de provoquer des vagues dans une campagne électorale terne. C'est d'autant plus probable que le professeur de gestion décortique, à travers un livre qui se situe entre le récit et l'essai, la personnalité pour le moins énigmatique du maire de Montréal.

Les observateurs de la scène municipale ne seront toutefois pas surpris par les commentaires et les critiques caustiques de M. Chanlat. Les improvisations, les tergiversations, les volte-face et autres empêtrements de la Ville de Montréal depuis les quatre dernières années, que d'aucuns décriaient, sont confirmés. Ce qui était impression prend forme.

Confortablement installé, le ton jamais enflammé, Alain Chanlat n'en lance pas moins des phrases acerbes. «Pierre Bourque est un menteur d'un narcissisme sans fond», laisse-t-il tomber.

Ce dernier assure que «le cas» Pierre Bourque n'est qu'une démonstration de plus que «l'histoire est pleine de gens qui disjoncent». À la limite de l'analyse psychiatrique, M. Chanlat affirme que le maire sortant a une double personnalité à la manière du docteur Jekyll et de Mr Hyde.

VOIR PAGE A 8: **BOURQUE**

Salon du livre de Paris

Les éditeurs ont du mal à faire face à la demande

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Pour répondre à la demande suscitée par une promotion extraordinaire du livre québécois à Paris, dans le cadre du prochain Salon du livre, certains éditeurs devront peut-être imprimer une quantité d'exemplaires supérieure à leur tirage moyen généralement voué au marché québécois.

Et pendant que l'attention est dirigée autour d'activités de promotion vouées au livre québécois, on s'inquiète de savoir si le transport des denrées littéraires, que les libraires français réclameront bientôt à grands cris, sera possible, compte tenu du coût élevé qu'il représente.

Invité d'honneur du prochain Salon du livre de Paris — du 20 au 25 mars prochain — et aussi sous les feux de la rampe de mars à juin lors du Printemps du Québec à Paris, le Québec bénéficiera d'un espace considérable sur le plancher du salon en plus d'activités culturelles diverses destinées à diffuser l'image littéraire du «petit cousin d'Amérique».

Ainsi, dès janvier 1999 et jusqu'à la fin de juin, dans le cadre du Printemps du Québec, près de 300 librairies françaises mettront en vedette une soixantaine de titres québécois, une opération exceptionnelle par rapport à la visibilité habituelle de notre littérature là-bas. Ce projet de «vitrines» en librairie nécessitant l'envoi de quelques exemplaires par point de vente, le total des exemplaires nécessaires pourrait aisément dépasser le millier, et ce, pour un seul titre. Des opérations médiatiques, tel l'éclairage quotidien sur un livre québécois que promet le *Figaro*, entraîne-

VOIR PAGE A 8: **LIVRES**

MÉTÉO

Montréal	Québec
Ensoleillé.	Ciel variable.
Max: 14 Min: -1	Max: 12 Min: -1

Détails, page B 4

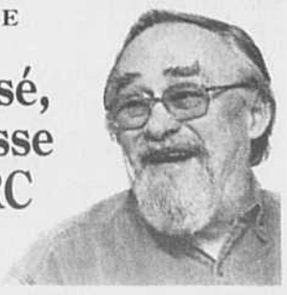
INDEX

Annonces	B 4	Le monde	A 5
Avis publics	B 4	Les sports	B 6
Culture	B 8	Montréal	A 3
Économie	B 2	Mots croisés	B 7
Éditorial	A 6	Politique	A 4
Horizons	B 1	Télévision	B 7

www.ledevoir.com

CULTURE

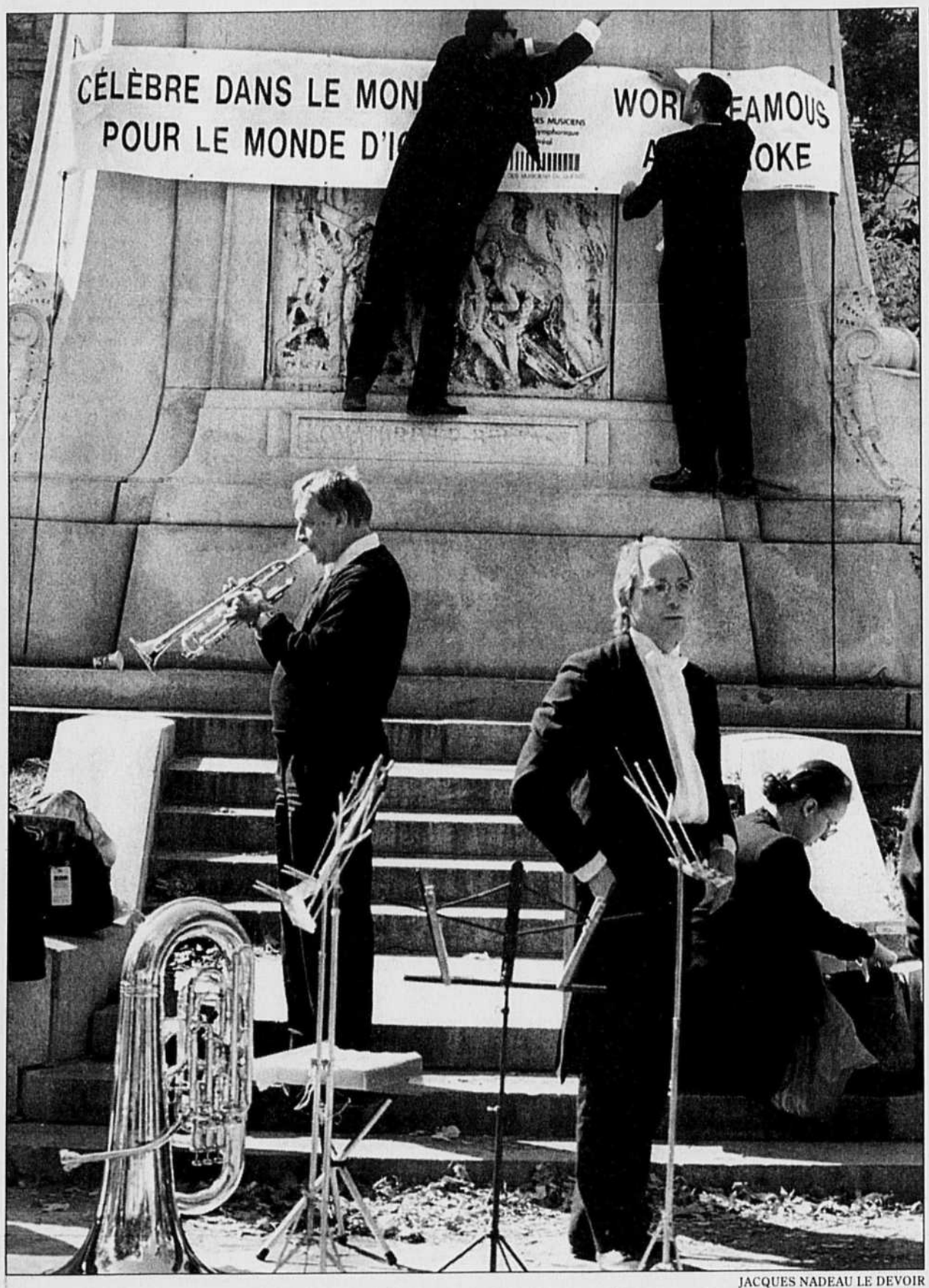
Se sentant lésé, Gauvreau laisse tomber la SRC



À lire, page B 8

LE DEVOIR

MONTRÉAL



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Un quintette de grévistes de l'OSM s'est retrouvé au carré Dorchester hier pour un petit concert improvisé.

Charles Dutoit chez le premier ministre

Québec veut une plus grande participation fédérale dans l'OSM

ÉRIC DESROSIERS
LE DEVOIR

Peu de choses ont transpiré de la rencontre, hier midi, entre le premier ministre Lucien Bouchard et le chef de l'Orchestre symphonique de Montréal (OSM), Charles Dutoit. La rencontre qui s'est déroulée à huis clos dans les bureaux du premier ministre à Montréal et à laquelle ont également assisté le vice-premier ministre, Bernard Landry, ainsi que la ministre de la Culture et des Communications, Louise Beaudoin, avait été précédée par une manifestation et un concert des musiciens en grèves depuis le 27 septembre.

Qualifiant la rencontre d'importante, la direction de l'OSM a annoncé hier qu'un nouveau rendez-vous du même genre a été fixé pour très bientôt, sans toutefois en préciser la date ni le nom des participants.

La rencontre d'hier, qui a duré environ deux heures, avait été organisée à la demande de M. Dutoit qui désirait expliquer les problèmes financiers auxquels fait face l'orchestre. À son arrivée à la rencontre, de laquelle chacun est reparti ensuite sans faire de commentaire, la ministre Beaudoin a déclaré que le gouvernement travaillait à une solution à long terme pour l'OSM mais jugeait aussi avoir déjà largement fait des efforts. *«Quant à moi,* a-t-elle annoncé confiante, *l'Orchestre symphonique de Montréal va demeurer, et va demeurer comme l'un des meilleurs orchestres du monde.»*

En plus des 2,6 millions versés annuellement par le Conseil des arts et des lettres du Québec, le gouvernement a déjà, par l'entremise de Loto-Québec, donné il y a deux ans cinq millions au Fonds de dotation de l'orchestre. Mme Beaudoin a répété être en contact avec le cabinet du premier ministre canadien, Jean Chrétien, et a souligné de nouveau que le gouvernement fédéral ne versait pour le moment que 1,4 million par année à l'OSM.

Durant l'avant-midi, une quinzaine de musiciens en grève avaient paradé en automobiles devant le lieu de la rencontre avant de se rendre au Carré Dorchester pour un concert du quintette de cuivres de l'orchestre sous les fenêtres du président du Fonds de dotation de l'OSM, Pierre Brunet. Disant ne pas vouloir laisser tomber leur public, les musiciens organiseront un concert de musique baroque, vendredi prochain à 19 heures, à la cathédrale Christ Church, rue Sainte-Catherine. L'entrée sera gratuite pour ceux qui auront acheté, pour 1 $, leur macaron représentant un jeu de tic-tac-toc où l'on peut lire S.O.S. OSM. Un *«Concert de l'unité»*, auquel participeront entre autres des musiciens des orchestres symphoniques de Québec, d'Ottawa, de Chicago, de Pittsburgh et de Boston, devrait également être présenté au même endroit le 18 octobre.

De leur côté, les musiciens de l'Orchestre symphonique de Toronto ont signifié leur appui à l'égard de leurs collègues de Montréal. Affirmant que les salaires offerts aux musiciens de l'OSM n'étaient même pas compétitifs avec ceux offerts par les orchestres nord-américains de secondes zones, les musiciens de Toronto déplorent le départ des meilleurs des leurs à l'extérieur du pays. Pendant ce temps, la direction de l'OSM a annoncé l'annulation des concerts avec la pianiste Martha Argerich prévus pour jeudi 8 et vendredi 9 octobre, et a rappelé l'annulation du concert-bénéfice qui devait avoir lieu le 13 octobre et mettre en vedette la mezzo-soprano Frederica von Stade. Quant à la tenue des concerts avec Sarah Chang, prévus pour lundi 12 et mercredi 14 octobre, une décision sera prise jeudi prochain.

Montréal, pôle d'attraction mondial en environnement

Attirés par la concentration d'organismes, le Conseil mondial de l'eau et l'Union internationale pour la conservation de la nature ont choisi de s'installer ici

Montréal se taille non seulement une place de plus en plus enviable comme pôle d'attraction pour les organisations internationales avec ses 61 secrétariats internationaux mais c'est de plus en plus le cas dans le domaine de l'environnement.

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Deux organismes environnementaux appelés à jouer un rôle majeur sur la scène internationale, le Conseil mondial de l'eau et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), ont décidé de s'installer à Montréal, a appris *Le Devoir* de sources bien informées.

Ces deux organismes, qui vont jeter les bases ici de leur premier Secrétariat, sont appelés à prendre une place non négligeable sur la scène internationale car le Conseil mondial de l'eau est en voie de devenir le pivot de la stratégie onusienne alors que l'UICN est déjà le lieu d'élaboration de la stratégie internationale en environnement, sous l'égide de l'ONU.

«Avec ces deux décisions, on vient de sauter non pas deux marches mais deux étages en ce qui a trait au rôle de pôle d'attraction en matière d'environnement», a expliqué hier Serge Laliberté, le porte-parole de Montréal International. Cet organisme montréalais à sans but lucratif a réussi en 1997 à attirer à Montréal 10 nouvelles organisations internationales, une performance qu'il compte rééditer cette année.

Le Conseil mondial de l'eau, qui a tenu en septembre 1997 son congrès de fondation à Montréal, avait été lancé lors du 8e congrès de l'Association internationale des ressources en eau (AIRE) au Caire en 1994. Ce regroupement de chercheurs de longue date avait ainsi lancé la balle dans le camp de la Banque mondiale et de l'ONU, qui se sont alors associés avec l'ACDI, pour créer le Conseil mondial sur une base intérimaire. L'organisme était alors présidé par Mahmoud Abu-Zeid, ministre des Travaux publics et des Ressources en eau d'Egypte. Son premier conseil d'administration a passé la première année à jeter les bases de son plan de travail des prochaines années, lequel devrait être divulgué en même temps que l'annonce officielle de l'implantation de son Secrétariat, probablement dès cette semaine.

Quant à l'UICN, qui réunit lors de congrès réguliers les groupes et institutions responsables de la mise au point de la stratégie de l'ONU en environnement, elle ne s'est pas encore dotée d'un Secrétariat permanent, une lacune qu'elle comblera en s'installant incessamment à Montréal.

Montréal compte déjà plusieurs organismes internationaux du domaine de l'environnement, y compris de nature continentale comme la Commission de coopération environnementale de l'ALENA. En plus du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal (protection de la couche d'ozone), on note tout particulièrement la présence du Secrétariat international de l'eau. S'ajoutent d'autres organismes moins importants mais, en raison de la jeunesse de la problématique environnementale, appelés probablement à jouer un rôle-clé dans l'avenir. On peut ainsi mentionner, à titre d'exemple, la présence à Montréal du Conseil international de coopération et de développement de l'hydrogène et du Réseau d'expertise E-7 pour l'environnement global.

Une étude récente de la firme Secor attribue aux 61 sièges sociaux internationaux présents à Montréal des retombées économiques d'une valeur globale de 300 millions par an. La valeur ajoutée *«nette»* de leur présence, une fois déduites les dépenses faites pour leur soutien, s'élevait à 182 millions en 1997, ce qui maintient ici 3324 emplois. Les visites de leurs membres, congrès, réunions et colloques, rapportent aux gouvernements des recettes nettes de 45 millions, dont 57 % à Québec et 37 % à Ottawa, pour un taux de récupération des investissements publics de 183 %.

Gala d'ouverture, hier soir à Saint-Henri

Le Corona, là pour toujours

SYLVAIN CORMIER

C'était dans l'ordre naturel des choses: Pauline Julien à peine morte, un vieux théâtre renaissait hier. La rue Notre-Dame était barrée, des projecteurs se jetaient sur les devantures des antiquaires. Un tapis rouge menait à une ouverture ménagée dans un planche de contreplaqué. Derrière, le Corona.

Un Corona qui était pour l'heure sans façade, mais solide sur ses fondations, fonctionnel, portant *«les cicatrices de son âge»* comme des *«reflets de son âme»*, disait son directeur Yvon Desrochers. Un Corona *«là pour toujours»*, prédisait-il, exalté. *«Quelle magnifique salle!»*, s'estexclamé à son tour Yvon Deschamps, ajoutant illico: *«J'aurais aimé ça pouvoir dire ça...»* Railleur sachant railler, Deschamps a dûment fait l'inventaire des craques dans les murs et de la façade en *«plywood»*, avant de féliciter son gérant d'ami Robert Vinet, producteur dorénavant appelé l'homme-qui-sauva-le-Corona.

Gilles Vigneault s'amena ensuite, histoire de brasser la poussière des vieilles planches avec une gigue de (second) baptême. Suivit un spectacle de circonstance, rétrospective plutôt habile de l'histoire de la salle racontée en épisodes par deux de ses *«fantômes»*, reliquats de l'ère du Family Theater et futur Corona, acteur de mélo et comédienne de vaudeville. C'était un chouia longuet par moments, mais on sentait vraiment le lieu, évoqué en saynettes comiques, montré en photos et films d'archives, chanté en jazz par Stéphanie Biddle avec papa Charlie et ses copains (jolie *Route 66*), théâtralisé par des extraits de spectacles à venir dans la première saison du nouveau Corona, dont *Que Viva Frida* avec Sophie Faucher, et surtout *Leitmotiv*, saisissant tableau sur les années de guerre tout en ombres chinoises et effets spéciaux.

C'était moins un gala qu'un grand soupir de soulagement, un grand ouf! exhalé sur scène comme dans la salle, où l'on retrouvait invités, politiciens et médias, mais aussi les premiers abonnés de la saison, des commerçants locaux et quelques-uns des ouvriers du chantier, en congé extraordinaire. *«On redonne au quartier ce qui lui appartient»*, a résumé sur bande vidéo l'artiste Lyne Lapointe, qui redécouvrit le Corona avec Martha Fleming au début des années 80. Tout le monde était là.

Même Jean-Pierre Ferland, lequel, souverainement accompagné par ses copains guitaristes et le chic Orchestre du Corona (en tuxedos blancs), a brillamment fait son Ferland, réjouissant l'auditoire avec sa *Fleur de macadam*, le remuant avec *Une chance qu'on s'a*, puis, imparable, offrant à Robert Vinet une toute nouvelle chanson en cadeau, truculente *J'aime un homme*. Splendide moment d'amitié. Vinet, le rêveur-comptable, ému, a reçu le papier froissé du texte de Ferland comme la pierre angulaire de sa bâtisse: *«Ça va aider à payer le Corona!»*

Les fantômes n'avaient plus qu'à quitter ce Corona habité. Des portes ouvertes en fond de scène s'engouffra à leur place un choeur gospel, illuminé par derrière, à la Spielberg, véritable cohorte d'anges descendue du ciel. Le Corona n'était pas seulement réouvert: il était béni.

VENTE
TAPIS & CARPETTE
SUPER CHOIX
Berbère, saxony, velours, sisal, torsadé, commercial, industriel, carpettes à motifs, classiques, modernes, orientales, aztec.
MEILLEURS PRIX GARANTIS
TAPIS DÉCOR
• 3645, boul. St-Joseph Est Montréal, (514) 729-0891 {coin 16 ième}
• 8455, boul. Langelier St-Léonard, (514) 324-8455 {coin Robert}
• 1090, rue Laurier ouest, Outremont, (514) 274-1090 {coin Querbes}
01298453

LIDEC
L I D E C
Auteur : Martial Boucher
ENSEIGNEMENT MORAL RELIGIEUX CATHOLIQUE CHEMINEMENT PARTICULIER
16 pages, 1,95 $ (chacun)
Fascicule 1 - Un trio inséparable
Fascicule 2 - Homme et femme il les créa...
Fascicule 3 - Un coeur pour aimer...
Fascicule 4 - Des projets...
Guide des fascicules 1 à 4 - 118 pages, 29,95 $
Lidec, *l'éditeur qui répond à vos besoins pédagogiques*, propose aux enseignants et aux enseignantes qui œuvrent en cheminements particuliers de formation de type continu (13-15 ans), ou en vue de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes (16-18 ans), une première série de fascicules portant sur les quatre premiers thèmes du programme d'études du MÉQ publié en 1997.
Cette première série pourrait recevoir une suite dans les mois à venir selon la réponse des utilisateurs. Un guide d'enseignement, d'une très grande simplicité permet une meilleure utilisation de ces fascicules. On retrouve les éléments clés, (une description des savoirs, savoir-faire et savoir-être), des suggestions de déroulement de cours et un test d'évaluation sommative pour chacun des fascicules.
Souhaitant que ces documents sauront vous plaire et vous aider dans votre démarche pédagogique, **Lidec** est fier de vous offrir cette nouvelle série dont le but précis est *de répondre à vos besoins pédagogiques.*
Siège social :
LIDEC inc., 4350, avenue de l'Hôtel-de-Ville, Montréal (Québec) H2W 2H5
Téléphone: (514) 843-5991 Télécopieur: (514) 843-5252
Adresse internet : http://www.lidec.qc.ca

NOTRE NOUVELLE COLLECTION AUTOMNE-HIVER EST ARRIVÉE!
Club 402-HOMME
À votre service depuis 20 ans

COSTUMES
importés d'Italie
au prix de gros
100% laine
Coupe exclusive
De 299 $ à 499 $
le costume
Du lundi au vendredi
De 9 h 30 à 18 h
Samedi de 10 h à 16 h
Tous les soirs après 18 h sur rendez-vous seulement
1118, rue Ste-Catherine O., Suite 200, Montréal
(514) 861-3636

LE DEVOIR

LE MONDE

Affaire Lewinsky

Le Congrès vote l'ouverture d'une enquête en destitution

Bill Clinton est en voie de devenir le troisième président de l'histoire des États-Unis à subir une procédure pouvant conduire à sa destitution. La commission judiciaire de la Chambre des représentants des États Unis a commencé ses travaux à huis clos hier avant de poursuivre en séance publique. Les républicains y ont présenté un projet de résolution qui demande à la Commission de déterminer, par l'ouverture d'une enquête, *«s'il existe des motifs suffisants»* pour entamer une procédure de destitution.

PHOTOS REUTERS

Le président de la Commission judiciaire de la Chambre le républicain Henry Hyde (à droite) saluait hier les parlementaires et l'auditoire réuni pour une session cruciale. Pendant ce temps, le secrétaire général de la Maison-Blanche, apparaissant ci-dessus dans une photo d'archives, annonçait sa démission.

D'APRÈS AP, AFP ET REUTERS

Washington — La commission judiciaire de la Chambre des représentants a approuvé hier soir l'ouverture d'une enquête en destitution contre Bill Clinton. L'issue du débat faisait peu de doutes, les Républicains dominant la commission avec 21 sièges contre 16 aux démocrates.

Peu après l'ouverture de la session, le principal enquêteur républicain de cette commission avait cité 15 infractions passibles, selon lui, d'une destitution du président Clinton. Tous les républicains de la commission ont approuvé l'ouverture d'une enquête en destitution alors que tous les démocrates ont voté contre. Si ce vote est confirmé d'ici la fin de la semaine par la Chambre des représentants, Bill Clinton deviendrait le troisième président dans l'histoire des États-Unis à subir une procédure pouvant conduire à sa destitution.

«Avons-nous le devoir d'aller voir plus loin, ou de fermer les yeux?», s'est interrogé le président de la commission, le Républicain Henry Hyde, peu après avoir clos la séance. *«Il ne s'agit pas du Watergate»*, a répliqué le Démocrate John Conyers, également membre de la commission. *«C'est une affaire extra-conjugale.»*

Les républicains, majoritaires au sein de la commission, ont fait pression pour que leur proposition soit votée d'ici la fin de la journée. Cette proposition portait sur l'ouverture d'une enquête sans limitation de temps ni d'ampleur et selon les règles qui ont été appliquées dans l'affaire du Watergate.

Deux semaines après la diffusion du témoignage vidéo de Bill Clinton devant le grand jury, la commission a donc ouvert les débats dans un climat lourd. *«Ce sera un processus émotionnel, un processus éreintant parce que les sentiments sont exacerbés dans les deux camps sur cette question»*, a reconnu son président, le Républicain Henry Hyde.

Ce dernier a rappelé à ses pairs qu'ils n'étaient pas là pour juger du comportement de M. Clinton, mais pour décider s'il fallait *«poursuivre l'examen* [de l'affaire Lewinsky] *ou s'en détourner»*.

La commission a commencé ses travaux à huis clos avant de poursuivre en séance publique. Les Républicains ont présenté un projet de résolution qui demande à la Commission de déterminer, par l'ouverture d'une enquête, *«s'il existe des motifs suffisants pour que la Chambre des représentants exerce son pouvoir constitutionnel de destituer William Jefferson Clinton, président des États-Unis d'Amérique»*.

Les Républicains, invoquant le précédent du Watergate, ont rappelé qu'ils souhaitaient que le champ d'investigation de la Commission ne soit pas limité dans le temps et qu'il soit exhaustif. L'enquête pourrait ainsi aller au delà des accusations de parjure, de subornation de témoin et d'entrave à la justice relevées par le rapport Starr et s'étendre notamment en direction du scandale immobilier du Whitewater ou des fonds électoraux du Parti démocrate.

La commission judiciaire a rejeté une proposition de la minorité démocrate appelant à limiter l'envergure et la durée d'une enquête sur le rôle du président Bill Clinton dans l'affaire Lewinsky. La proposition a été approuvée par les 16 membres démocrates de la commission et rejetée par ses 21 membres républicains. La commission devait par la suite se prononcer sur la proposition de la majorité républicaine.

Par la voix de son porte-parole, Joe Lockhart, la Maison-Blanche a réaffirmé que rien de ce que M. Clinton a fait ne constitue un délit passible de destitution. Elle a également appelé à une procédure *«équitable, non partisane, ciblée et menée avec promptitude»*, tout en laissant percer ses doutes quant aux arrière-pensées politiques de la commission.

Le secrétaire giniral de la Maison-Blanche, Erskine Bowles, a annoncé hier qu'il démissionnerait dans le courant du mois. Il s'agit de la troisièe démission d'un responsable de la Maison-Blanche.

KOSOVO

Milosevic hausse le ton devant l'émissaire américain Holbrooke

AGENCE FRANCE-PRESSE

Belgrade — Le président yougoslave Slobodan Milosevic a haussé le ton à l'adresse de l'Occident en déclarant hier soir à l'émissaire américain Richard Holbrooke que *«les menaces d'agression»* contre la Yougoslavie étaient *«un acte criminel»*, selon un communiqué diffusé par l'agence Tanjug.

M. Holbrooke était arrivé dans l'après-midi à Belgrade pour tenter de persuader M. Milosevic que l'ONU avait la ferme intention de faire appliquer ses résolutions sur le conflit au Kosovo.

«Les menaces adressées à la République Fédérale de Yougoslavie [RFY - Serbie et Monténégro] *constituent un soutien aux criminels albanais et non au peuple albanais, ce dont témoignent les nombreuses tombes, non seulement serbes mais aussi albanaises, que ceux-ci ont laissées derrière eux»*, a dit le chef de l'Etat yougoslave.

M. Milosevic s'est entretenu pendant plus de trois heures avec M. Holbrooke, qui était assisté du médiateur américain pour le Kosovo, Christopher Hill.

Les autorités yougoslaves avaient averti dans la journée que leur pays *«se défendrait par tous les moyens disponibles»* en cas de frappes de l'OTAN et le parlement avait adopté une loi fiscale destinée à réunir un milliard de dinars (100 millions de dollars) pour couvrir les dépenses de l'armée occasionnées par son engagement au Kosovo.

En même temps, Belgrade avait annoncé un retrait partiel de ses forces de police spéciales du Kosovo et invité, à l'initiative de la Russie, l'OSCE à envoyer une mission dans la province. M. Milosevic a estimé *«qu'une solution politique est la seule solution possible»* pour le Kosovo, indique le communiqué. Il s'est déclaré *«convaincu que la communauté internationale contribuera enfin à la mise en route du processus politique, à la place des pressions et des menaces»*.

«L'intérêt réél des Albanais, comme des Serbes, des Monténégrins, des Musulmans, des Turcs, des Roms et des autres communautés [vivant] *au Kosovo est de vivre en paix, librement et dans l'égalité»*, a poursuivi M. Milosevic.

«Depuis une semaine, il n'y a pas d'actions armées au Kosovo. Depuis le territoire de la RFY, il n'y a aucune menace à la paix ni à la sécurité d'autres pays», a-t-il ajouté.

M. Milosevic a assuré que les autorités yougoslaves prenaient *«d'amples mesures pour régler les problèmes humanitaires* [au Kosovo], *avec l'aide généreuse de tous les citoyens de Serbie»*.

Il a demandé aux Albanais du Kosovo de *«reprendre enfin le dialogue»* et rappelé que Belgrade leur avait renouvelé la semaine dernière une invitation en ce sens.

M. Holbrooke doit se rendre aujourd'hui à Pristina, chef-lieu du Kosovo, pour rencontrer le «président» kosovar, Ibrahim Rugova, avant de retourner à Belgrade.

Stupéfiants intégristes

Islamabad — L'Afghanistan des talibans a conforté sa place de premier producteur mondial d'opium en 1998 avec une production de plus de 3200 tonnes en augmentation de 16 %, selon une étude réalisée par les Nations unies.

Cette étude sur le terrain réalisée pa le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) montre qu'un total estimé de 63 674 hectares (ha) de pavot a été cultivé pendant la saison 1997-1998 ce qui représente un accroissement d'environ 9 % par rapport à la campagne précédente. En ce basant sur des éstimations faites par les cultivateurs avant la récolte, en mai, le PNUCID a indiqué que la production d'opium atteindrait cette année environ 3269 tonnes, en augmentation de 16% environ par rapport à l'an dernier.

Selon l'ONU, les talibans au pouvoir à Kaboul contrôlent à peu près 96 % de la production d'opium. Les principales augmentations ont été observées dans la province de Baghlan (184 %) et les provinces de Kandahar et de Nangarhar, a precisé le 5e rapport annuel du PNUCID. La province de Baghlan (nord) était jusqu'au mois d'août dernier sous le contrôle de l'opposition afghane, mais est passée sous celui des talibans.

Les provinces de Kandahar et de Nangarahr sont contrôlées par les talibans depuis 1996 et assurent, à elles-deux, pres de 72 % de la production totale d'opium afghan. Selon l'étude, conduite dans les 14 provinces productrices, celle de Helmand est la première région de culture du pavot et assure près de la moitié de la production d'opium. Au total, a estimé l'étude, la production a rapporté environ 105 millions $ aux paysans qui cultivent le pavot dans ces 14 provinces, représentant la moitié des provinces du pays.

Les talibans ont assuré à plusieurs reprises que la culture et l'utilisation des drogues étaient illicites dans les zones qu'ils contrôlent. Toutefois, les taliban — dont le régime n'est pas reconnu par la communauté internationale — avait lié une politique d'éradication des cultures de drogues à une aide internationale.

Agence France-Presse

Regain de tension entre la Turquie et la Syrie

Ankara accuse Damas de soutenir les séparatistes kurdes du PKK

AGENCE FRANCE-PRESSE

Nicosie — La Turquie a accusé hier la Syrie d'empêcher un règlement diplomatique du conflit entre les deux pays à la veille d'une visite du président égyptien Hosni Moubarak à Ankara, destinée à prévenir une confrontation armée.

«Il n'y a qu'un seul problème pour la Turquie concernant la Syrie: le soutien donné par ce pays au terrorisme [...] *La Syrie a bloqué les voies diplomatiques et la Turquie ne restera pas les bras croisés»*, a déclaré à la presse le chef de la diplomatie turque Ismail Cem

Les autorités turques accusent Damas de fournir un soutien logistique au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) qui mène une rébellion armée depuis 1984 contre Ankara pour créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est de la Turquie.

La Syrie a annoncé samedi soir qu'elle était prête à résoudre ses différends avec la Turquie *«par la voie diplomatique». «La Turquie ne peut pas se payer le luxe de croire à des paroles qui ne sont pas suivies d'applications* [...] *Tout pays a le droit de se défendre contre la terreur»*, a-t-il ajouté.

Ces déclarations interviennent à la veille d'une visite que doit effectuer, aujourd'hui M. Moubarak à Ankara pour tenter de désamorcer la crise syro-turque.

Le chef de l'État égyptien, qui sera reçu à Ankara par son homologue turc Suleyman Demirel, a mis en garde contre les conséquences d'une confrontation armée. *«J'espère qu'il n'y aura pas de recours à la force car ceci serait très dangereux»*, a estimé M. Moubarak dans un entretien publié par le quotidien arabe al-Hayat. Il a affirmé avoir adressé samedi un message à M. Demirel pour le mettre en garde contre une action militaire. «

Une guerre signifierait le début d'une série de réactions et de contre-réactions sans fin», a-t-il averti.

Le premier ministre turc avait déclaré que l'armée «attendait des ordres»

La Turquie a minimisé la portée de la visite à Ankara de M. Moubarak, qui a entamé dimanche à Damas sa mission de bons offices. Un responsable gouvernemental à Ankara a souligné que son pays ne comptait pas beaucoup sur l'initiative du président égyptien. *«Si le président Moubarak n'arrive pas à Ankara porteur de propositions concrètes des autorités syriennes pour une coopération, ses efforts seront vains»*, a dit ce responsable sous couvert d'anonymat.

Le quotidien turc *Sabah* a affirmé que l'armée turque avait terminé ses préparatifs pour une éventuelle action militaire contre la Syrie. Selon le journal, une éventuelle action militaire turque se traduirait par des frappes aériennes contre la défense anti-aérienne de la Syrie. Les plans prévoient également des frappes sur des stations radar, des aéroports et diverses installations militaires, ainsi que sur des rampes de lancement de missiles, a ajouté le quotidien. Ces informations n'ont toutefois été ni confirmées ni infirmées de sources civiles ou militaires à Ankara.

Le premier ministre turc Mesut Yilmaz avait déclaré, dans des propos rapportés samedi par deux journaux, que *«l'armée turque attendait des ordres»* pour une action contre la Syrie.

La tension est brusquement montée entre la Turquie et la Syrie après que M. Demirel eut averti jeudi que la Turquie se réservait *«le droit de riposter»* face à la Syrie, accusant ce pays de *«mener ouvertement une politique d'hostilité»* contre la Turquie en continuant à soutenir le PKK.

Pusieurs pays de la région, dont la Jordanie, le Liban et l'Iran, ont appelé les deux parties à la retenue.

EN BREF

Le PRI l'emporte au Chiapas

Ocosingo (Reuters) — Le parti au pouvoir au Mexique a remporté les élections régionales au Chiapas marquées par l'absentéisme et le boycott du scrutin par les zapatistes. Mais le vote suscite des polémiques qui pourraient replonger cet État du sud du pays dans de nouveaux troubles politiques. S'il semble avoir perdu la capitale de l'État, Tuxtla Gutierrez, en faveur du Parti national d'action, le Parti révolutionnaire institutionnel a obtenu la majorité dans les autres grandes villes et la majorité des sièges au Parlement régional. Les élections ne semblent toutefois pas en mesure d'apporter un changement significatif au Chiapas. L'atmosphère n'était pas des plus sereines entre les soldats et les participants à diverses manifestations, même si les rebelles se sont engagés cette année à laisser le scrutin se dérouler normalement.

Lahoud sera président du Liban

Beyrouth (AFP) — Le commandant en chef de l'armée libanaise, le général Émile Lahoud, a été choisi pour devenir le prochain président du Liban par les présidents syrien et libanais, Hafez al-Assad et Elias Hraoui, réunis hier à Damas, a-t-on appris de source proche de la présidence libanaise.

ITALIE

L'Olivier risque d'être abattu

Les communistes retirent leur appui à la coalition de centre-gauche

AGENCE FRANCE-PRESSE

Rome — Le premier gouvernement de gauche italien de l'après-guerre a perdu le soutien des communistes, plongeant l'Italie dans la tourmente politique et risquant de l'isoler dans une Europe social-démocrate.

Le comité politique national de Refondation Communiste (PRC) a approuvé dimanche la ligne «dure» du secrétaire national Fausto Bertinotti, en décidant le rejet de la loi de Finances 1999 et la rupture avec la coalition de centre-gauche que les communistes soutenaient depuis deux ans.

La majorité de centre-gauche du président du Conseil Romano Prodi dépend des voix des 34 députés communistes au sein de la Chambre des députés. Le chef du gouvernement a réagi très rapidement, en se rendant dès hier chez le président de la République Luigi Oscar Scalfaro pour lui rendre compte de la crise. Il a annoncé qu'il se rendrait devant le Parlement, où il tentera de retrouver sa majorité. Le Parlement devrait se réunir demain après le sommet franco-italien de Florence, qui s'ouvre aujourd'hui soir et durera jusqu'à aujourd'hui. Romano Prodi devrait poser ensuite, probablement jeudi, la question de confiance. S'il n'obtenait pas de majorité, il serait contraint à la démission.

Sa marge de manœuvre est très étroite. M. Prodi a en effet répété qu'il excluait de rechercher une autre majorité, notamment du côté des centristes, pour sauver son gouvernement. Encore hier matin, il a réaffirmé: *«Je n'ai pas à changer de stratégie ni à faire de gymnastique politique»*.

Les centristes de la coalition de centre-gauche, l'Olivier, et une partie du patronat, font pourtant pression pour que M. Prodi élargisse sa majorité, notamment aux voix du parti centriste de droite de l'ancien président de la République démocrate-chrétien Armando Cossiga, l'UDR.

Ce sont ces voix centristes qui ont sauvé en juin dernier le gouvernement lors de la dernière crise provoquée par les communistes, qui avaient voté contre l'élargissement de l'OTAN à trois pays d'Europe de l'Est.

Reste une dernière carte, celle de la vingtaine de voix des députés communistes opposés à la ligne de rupture de Bertinotti et regroupés derrière le président du PRC, Armando Cossuta.

Ce dernier a annoncé hier sa démission de son poste de président. Il a déclaré qu'il ne pouvait demeurer à la tête d'un parti qui *«mène une politique qu'*[il] *désapprouve, qu'*[il] *considère comme erronée et dangereusement aventureuse»*, ajoutant: *«Je ne me retire pas chez moi»*.

M. Cossuta avait aussi estimé, après sa mise en minorité dimanche soir, que l'apport des voix des trotskystes à la ligne de Bertinotti aurait *«des conséquences graves sur l'avenir du parti et sa nature»*. Mais le président du groupe communiste à la chambre des députés, Oliviero Diliberto, a indiqué que son groupe respecterait la décision du parti.

En octobre 1997, également à propos de la loi de Finances, M. Prodi avait été confronté au même cas de figure et avait été contraint de remettre sa démission, avant d'arriver finalement à convaincre les communistes en leur promettant une loi sur les 35 heures.

Mais un an après, la situation est différente. Le gouvernement Prodi s'est trouvé confronté à un mécontentement grandissant au sein de la gauche et des syndicats sur le front social. Il a été contraint ainsi de lancer un grand programme de relance du Mezzogiorno, où persiste un chômage très élevé.

Par ailleurs, la coalition de centre-gauche a échoué dans sa tentative de réformer les institutions politiques, un de ses objectifs prioritaires.

L'opposition de droite, regroupée dans le pôle des Libertés du magnat de la communication Silvio Berlusconi, réclame pour sa part des élections anticipées qu'elle pourrait gagner, selon les analystes politiques.

OPÉRATION SURVIE OURAGAN

LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC, APPUYÉ PAR LA CSN, LA CEQ, LA FTQ, LE FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ ET LES PARTENAIRES DE LA SGF, LANCE UNE COLLECTE DE FONDS POUR L'AIDE AUX SINISTRÉS DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE ET D'HAÏTI.

L'urgence de la situation appelle votre don :

1 888 693-2697 ou (514) 937-1614

Les responsables de la campagne : OXFAM-QUÉBEC et ROCAHD

Prénom _____ Je paie par chèque ☐
Nom _____ ou mandat postal ☐
Adresse _____ à l'ordre de **OXFAM-QUÉBEC**
Ville _____ ou par Visa-OXFAM ☐ Visa ☐
Code postal _____ Master Card ☐ AMEX ☐
N° de la carte _____
Date d'expiration _____
Signature _____
Date _____

MERCI de nous envoyer votre don et ce coupon dûment rempli à :

OXFAM-QUÉBEC
2330, rue Notre-Dame Ouest,
Bureau 200, Montréal (Qc)
H3J 2Y2

OXFAM-QUÉBEC émet un reçu d'impôt pour tout don de 10 $ et plus
N° d'enregistrement :
11907 5091 RR0001

☐ Pour **HAÏTI** ☐ Pour la **RÉPUBLIQUE DOMINICAINE** ☐ Pour les **DEUX PAYS**

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

LIVRES

SUITE DE LA PAGE 1

ront aussi l'envoi de livres du Québec à la France.

Pour certains éditeurs, dont le tirage moyen habituel ne dépasse pas les 1000 exemplaires, cette promotion nécessitera une production accrue par rapport à la norme, en vue d'obtenir suffisamment de titres pour répondre à la demande potentielle des lecteurs français. *«Des projets tels que celui des vitrines en librairie nous intéressent grandement,* explique Robert Giroux, président-directeur général des Editions Triptyque, pour qui les tirages moyens de fiction et d'essai atteignent généralement 700 ou 800 exemplaires. *Et nous sommes tout à fait prêts à investir la somme nécessaire si l'on est assuré d'une visibilité en librairie par exemple.»*

Mais voilà où le bât blesse: non seulement les éditeurs devront-ils pousser à la roue et augmenter la production de leurs titres, ce qu'ils semblent prêts à assumer si l'investissement permet un retour, mais il faudra de surcroît veiller au transport des livres d'un continent à l'autre, ce qui fait actuellement l'objet de négociations de la part d'Exportlivre, de l'Association nationale des éditeurs de livres (ANEL) et de la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), a-t-on appris.

«C'est une situation qui nous préoccupe beaucoup et nous avons alerté les pouvoirs publics à ce sujet, expliquait hier Thomas Déri, codirecteur de Exportlivre, une compagnie reliée à la distribution en France des titres d'une centaine de maisons d'édition québécoises. *Le discours est très axé sur la promotion et la publicité faites autour du livre québécois, ce contre quoi nous n'avons rien. Mais il faudra aussi songer au transport des livres et offrir un soutien financier.»*

Le transport d'un kilo de livres par bateau coûte 50 sous à Exportlivre, et 2,50 $ par voie aérienne, ce à quoi s'ajoute la TVA, qui équivaut en France à 5,5 % du prix du livre, explique M. Déri. *«Le grand reproche qu'on a toujours fait au livre québécois c'est de ne pas être assez présent en France. Alors que nous avons l'occasion d'augmenter considérablement cette présence, nous n'avons pas la certitude d'être en mesure d'envoyer les livres demandés.»* Exportlivre estime qu'à côté d'un budget de plus d'un million de dollars (somme allouée par Québec pour l'organisation du Salon du livre) qu'il dit voué à la seule promotion du livre québécois, il faudrait songer à une somme supplémentaire de quelque 200 000 $ pour le transport des livres d'un pays à l'autre.

À la SODEC, de même qu'au ministère de la Culture et des Communications, on assure que le processus de négociations est bien entamé mais qu'il est encore un peu tôt pour chiffrer avec exactitude le nombre de titres dont les libraires auront besoin. *«Il est vrai qu'on peut penser qu'il y aura des problèmes* [de distribution], *mais nous tenons compte du fait que certains éditeurs québécois ont un distributeur en France, et qu'il est un peu hâtif de s'inquiéter alors qu'on ne sait pas encore quels seront les titres ni les éditeurs mis en vedette pendant la durée du Salon*, a expliqué hier Louis Dubé, chargé de projet pour le livre et l'édition à la SODEC. *Mais nous ferons tout ce qui est en notre possible pour ne pas mettre en péril cette organisation.»*

Plusieurs éditeurs québécois ont en effet une voie de transmission européenne par l'entremise d'ententes avec des diffuseurs français, mais Diffusion de l'édition québécoise (un service de distribution du livre québécois en France relié à la Librairie du Québec à Paris, et dont les propriétaires assurent aussi la direction d'Exportlivre) demeure le plus important distributeur pour le Québec en France.

Alors que l'Association nationale des éditeurs de livres a toujours affirmé que cette présence à Paris à titre d'invité d'honneur représentait l'occasion idéale de modifier l'image de la littérature québécoise en France et de montrer des visages moins connus, représentatifs de notre diversité littéraire, rien n'est moins acquis selon plusieurs puisque la France a peu d'intérêts à ouvrir la porte à la concurrence.

«Nous sommes de potentiels concurrents, parce que nous publions en français et que nous avons une édition qui est en plein développement, a expliqué Robert Beauchamp, directeur de la Librairie du Québec à Paris, le seul point de vente québécois ayant pignon sur rue dans le tourbillon littéraire parisien. *Il y a fort à parier que la France privilégiera les auteurs québécois qu'elle publie plutôt que les nôtres. Tout ça est fait en fonction de favoriser l'édition française, ne l'oublions pas.»*

S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 Ⓜ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: **www.ledevoir.com**

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone	(514) 985-3333
Par télécopieur	(514) 985-3360
Par courrier électronique	redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel	(514) 985-3551

La publicité

Au téléphone	(514) 985-3399
Par télécopieur	(514) 985-3390
Extérieur de Montréal	1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone	(514) 985-3344
Par télécopieur	(514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone	(514) 985-3322
Par télécopieur	(514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone	(514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30	
Par télécopieur	(514) 985-3390
Extérieur de Montréal	1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

ÉLECTIONS

SUITE DE LA PAGE 1

La récession mondiale affecte la moitié de la planète déjà et risque, si elle perdure, d'accroître le nombre d'embûches pour le remboursement de la dette du gouvernement. D'ici quelques mois, comme l'annonçait récemment Bernard Landry, cette situation incontrôlable fera en sorte que le déficit zéro deviendra difficile à atteindre et freinera les investissements gouvernementaux prévus dans les secteurs clés de la Santé et de l'Éducation, annulant pour ainsi dire les effets bénéfiques des finances rétablies.

À l'automne toutefois, le gouvernement Bouchard peut encore profiter de l'élan que lui procure le fait que l'État québécois n'emprunte plus pour payer sa facture d'épicerie. L'économie québécoise se classe même au premier rang des économies des provinces canadiennes selon un classement établi par le Report on Business du *Globe & Mail*. Le quotidien national base son analyse sur le *«rebondissement remarquable»* de notre économie à la suite de la crise du verglas du début de l'année.

En outre, les annonces gouvernementales se succèdent présentement. Après le prolongement de l'autoroute 30 et l'agrandissement du Palais des congrès de Montréal la semaine dernière, ce sera au tour du métro à Laval cette semaine. Il s'agit d'une fort bonne nouvelle là où le PQ aimerait bien réélire trois de ses ministres: Joseph Facal, Serge Ménard et David Cliche.

Depuis le début de sa tournée des régions, le premier ministre Bouchard parlait clairement de terminer les nombreuses réformes entreprises par son gouvernement en quatre ans. À Saint-Léonard vendredi dernier, M. Bouchard avait changé le ton. Son thème de prédilection, la «consolidation» est devenu presque un slogan. Il visait plutôt un appui à la réélection en établissant un pont entre les bons coups du gouvernement actuel et les priorités du prochain.

«Nous avons fait beaucoup, mais nous n'avons pas fini. Le peuple du Québec, comme son gouvernement, n'a pas l'habitude de s'arrêter en chemin. Et partout, je sens la volonté de se tourner rapidement vers des priorités nouvelles. Maintenant que nous avons réparé les erreurs du passé et que nous avons réformé nos grands instruments collectifs, nous pouvons construire, investir, grandir.»

Au sein de l'appareil gouvernemental, tout est en suspens en ce moment, sauf l'étude détaillée de la loi 450 réformant la législation, à la suite de la décision de la Cour suprême dans l'affaire Libman, sur les élections et les consultations populaires. Les débats reprennent demain matin en commission parlementaire. Cette loi pourrait être rapidement adoptée dès le retour en chambre le 20 octobre et les libéraux, pensent les péquistes, seraient très mal vus s'ils retardaient ce processus puisqu'ils disent souhaiter ardemment des élections rapides.

Par contre, les stratèges du gouvernement pensent que les frictions entre organisateurs conservateurs et libéraux au sein du PLQ de Jean Charest favorisent la réélection du parti au pouvoir. Chez les libéraux, on réplique que l'approche de l'élection fera en sorte que tous se serreront les coudes et qu'aucun flottement ne paraîtra et n'affectera l'organisation électorale sur le terrain.

Les négociations avec les 400 000 employés du secteur public pâtissent également du calendrier électoral. Dans l'attente du dépôt des offres patronales, qui devaient se faire au plus tard au début octobre, les syndicats commencent à ruer dans les brancards. Mais Québec n'a pas l'intention de mettre quoi que ce soit sur la table avant une dizaine de jours, leur a-t-on expliqué, soit après que le premier ministre se soit finalement décidé sur la date des élections.

Les syndicats s'attendaient toutefois à ce que le gouvernement prenne son temps puisqu'eux-mêmes ont étiré le plus longuement possible la période de dépôt de leurs revendications. Ces demandes sont importantes sur le plan salarial, mais probablement encore plus au niveau normatif en raison d'une révision de fond en comble des conventions collectives. Cela laisse entrevoir de longues négociations dont le gouvernement saurait mal se sortir s'il attend au printemps pour déclencher les élections.

Des tomates et des œufs pour les aspirants-maires

Absence de débat sur la culture

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Sans peut-être les interventions un peu musclées de la part de l'animatrice du débat, Denise Bombardier, ou encore cette attaque-surprise de tomates et œufs en direction des aspirants-maires, le débat d'hier soir sur la culture et les arts dans la métropole aurait fort certainement manqué de beaucoup d'éclat.

Orchestré par des organismes représentants différentes disciplines artistiques, ce débat sur la culture mettait en vedette les aspirants-maires Michel Prescott (RCM), Jacques Duchesneau (Parti Nouveau Montréal), Pierre Bourque (Equipe Bourque / Vision Montréal) et Jean Doré (Equipe Montréal), lesquels ont tenté d'étaler leur culture hier soir au Théâtre du Gesù.

À défaut d'une charge d'entarteurs, les premiers temps de cette confrontation d'idées culturelles ont été ponctués par une étonnante salve de tomates et d'œufs dirigés vers les candidats à la mairie. Quatre jeunes personnes au visage dissimulé par un masque ont pris la poudre d'escampette sitôt les premières victuailles expédiées — aucun des candidats n'a été atteint.

Divisé en deux portions, le débat d'hier a permis d'entendre d'abord les candidats s'exprimer les uns après les autres sur des questions liées surtout au financement des arts et de la culture à Montréal, les laissant ensuite répondre aux questions issues de la salle, remplie hier d'acteurs du milieu culturel, quels qu'ils soient.

« Entre votre discours et ce qui m'apparaît être la réalité des travailleurs culturels, il me semble y avoir un grand fossé», dit Pierre Curzi

«Vous m'avez totalement convaincu qu'il faut absolument que le monde des arts soit beaucoup plus présent dans la vie municipale, parce que entre votre discours et ce qui m'apparaît être la réalité des travailleurs culturels, il me semble y avoir un grand fossé», a expliqué Pierre Curzi, président de l'Union des artistes, à l'issue de la première portion du débat, résumant là fort bien l'essence de la soirée.

C'est Jean Doré qui aura réussi à parler de la culture avec le plus de conviction et aussi de données précises — Equipe Montréal est d'ailleurs le seul parti à s'être doté d'un plan d'action en matière de culture —, réussissant tout de même, à l'instar de ses comparses candidats, à reprendre invariablement un même refrain, peu importe la nature des questions posées.

Si M. Doré a plusieurs fois sifflé la chanson du partenariat entre le monde des arts et celui des affaires, Jacques Duchesneau est maintes fois revenu à la charge avec la nécessité de créer un fonds de la culture (alimenté, dit-il, par les 75 à 100 millions issus de la vente de la collection de livres de la Bibliothèque de Montréal à la future Grande Bibliothèque), tandis que Pierre Bourque s'en est constamment remis à Québec, ventant les mérites d'un partenariat avec le palier provincial pour permettre une hausse du financement.

Denise Bombardier avait pourtant solidement préparé le terrain, y allant de questions on ne peut plus précises — *«M. Duchesneau, si vous aviez à choisir entre sauver les Expos ou l'OSM, quel choix feriez-vous?»* —, mais ne récoltant pas cependant les fruits souhaités — *«Je conserverais les deux madame.»*

Autour de la Grande Bibliotheque, Pierre Bourque faisait hier cavalier seul, étant l'unique participant à ne pas souhaiter une négociation serrée autour de la «vente» des titres de Montréal pour le bénéfice de l'institution nationale, ce qui permettrait, affirment les trois autres, d'éviter une double contribution de la part des Montréalais.

Les candidats ont évité le terrain glissant des engagements très concrets, alors que les questions de la salle — qui auraient pu permettre un véritable débat — sont tombées elles, dans l'excès de précision, ce qui n'a contribué qu'à personnaliser les échanges, plutôt qu'à ouvrir sur une perspective plus élargie. À Jacques Duchesneau la palme de l'humour culturel, que l'on souhaite pouvoir attribuer à l'heure tardive et à la fatigue, lorsqu'il fit allusion au *«Festival des films du monde qui a eu lieu à Toronto récemment»*...

BOURQUE

SUITE DE LA PAGE 1

«Les deux Bourque, ce n'est pas seulement le jardinier et le maire. En lui, il y a un côté bon et un côté mauvais, un côté blanc et un côté noir», constate-t-il.

Le bon côté se manifesterait à travers la Fondation du maire pour la jeunesse alors que le côté plus sombre serait à l'œuvre dans les excès de M. Bourque, par exemple, lors de son affrontement avec le gouvernement du Québec un mois après son élection quand il a refusé de respecter la loi constitutive de Montréal.

Après avoir été un fonctionnaire créateur, un homme de projets, Pierre Bourque a subi une métamorphose exacerbée par l'accès au pouvoir, soutient M. Chanlat. *«L'être ne bouge pas. Pierre Bourque était donc comme il s'est révélé au lendemain des élections. Mais ce qui l'empêchait d'aller jusque-là auparavant, c'était son métier et ses supérieurs hiérarchiques.* [...] *Vous pouvez être fou mais votre métier vous contrôle»*, tranche le professeur.

Et maintenant que Pierre Bourque est au-dessus de la structure, *«sans contrôle»*, il se croit invincible, adoptant un comportement monarchique. M. Chanlat démontre ses affirmations à travers l'ascension du jardinier à la mairie et surtout, les cent premiers jours de l'administration Bourque. *«Les quatre autres années, Pierre Bourque a bégayé»*, assure-t-il.

M. Chanlat revient également sur l'épisode de 1992, lorsque le fonctionnaire Bourque a affronté l'administration du maire Jean Doré sur la place publique. M. Chanlat ne renie d'ailleurs pas le texte qu'il avait alors écrit sur le *«chef-d'œuvre»* de M. Bourque comparativement au «gâchis» du secrétaire général de l'époque, Pierre Lefrançois.

«Ce livre est le récit d'un échec, celui du maire Bourque et le mien», écrit M. Chanlat en introduction.

Il est vrai que plusieurs personnalités du monde universitaire et des affaires entre autres, ont cru en Pierre Bourque et lui ont érigé un tremplin pour accéder à l'Hôtel de ville. Ce regroupement appelé la Fondation Montréal en 2000 était d'ailleurs présidé par Robert Lacroix, aujourd'hui recteur de l'Université de Montréal. Y siégeaient notamment Claude Frenette, stratège en gestion financière internationale, l'avocat de renom Claude-Armand Sheppard, les hommes d'affaires Bernard Magnan et Pierre Bourgie ainsi que Renée Bédard, adjointe au vice-recteur de l'Université Laval.

Mme Bédard est devenue la première chef de cabinet de Pierre Bourque qu'il a renvoyée. Mme Bédard a poursuivi le maire pour congédiement abusif. Elle ne sera d'ailleurs pas la seule à prendre ses distances volontairement ou non de Pierre Bourque, le maire.

À quelques mois de l'élection du 6 novembre 1994 ou quelques semaines par la suite, d'autres collaborateurs ont déchanté. Bernard Magnan et Gilles Bonin, qui ont été à tour de rôle directeur général de Vision Montréal, sont de ceux-là. *«Il a trompé ses collaborateurs avant de tromper la population. Il n'a pas rendu la marchandise sinon que de ne pas avoir augmenté les taxes.* [...] *Non seulement, il est en train de vendre le patrimoine, mais il a fait perdre la souveraineté de Montréal et de la région métropolitaine. C'est une faute impardonnable»*, estime M. Chanlat.

Tout au mieux, ce dernier reconnaît à M. Bourque un talent de séducteur. *«Il a détourné les bonsaïs promis aux États-Unis»*, donne-t-il en exemple anecdotique.

Mais il y a plus grave. Le professeur raconte dans son ouvrage que le maire Bourque avait entre les mains tous les arguments pour négocier avec Québec un pacte fiscal à long terme et la vente rentable du Casino. *«La vente du Casino est plus que l'aliénation d'un patrimoine, c'est la renonciation à d'importantes rentrées d'argent chaque année»*, dénonce-t-il.

Pour Alain Chanlat, il est clair que sous le couvert d'un engagement humaniste, Pierre Bourque prône l'esprit d'équipe et le respect des personnes. Or, ce n'est qu'une façade, selon M. Chanlat pour qui *«la poignée de main molle»* de M. Bourque symbolise cette illusion. *«Il vit dans son monde. Il ment comme un arracheur de dent»*, affirme-t-il.

Ce dernier se réfère au récent changement de nom du parti politique de M. Bourque, qui est passé de Vision Montréal à Equipe Bourque/Vision Montréal, qui est l'exemple illustrant le nombrilisme du chef. Mais détrompez-vous, avertit M. Chanlat, M. Bourque n'est pas l'homme décrit par son slogan politique. *«C'est plutôt l'homme qui ne tient pas parole. Dès qu'il vous a utilisé, il vous jette»*, dit-il.

Alain Chanlat réserve également des critiques sévères au gouvernement du Québec qu'il dénonce pour son laisser-aller vis-à-vis de Montréal. *«Si Montréal n'est pas une grande métropole, le Québec est foutu, il n'aura jamais son indépendance. C'est une erreur de jugement de la part du Parti québécois s'il croit pouvoir faire la souveraineté en dehors de Montréal»*, explique-t-il

Ce dernier pousse son analyse jusqu'à laisser entendre que Québec est intervenu dans la teneur du rapport du Directeur général des élections qui a enquêté sur Pierre Bourque pour de supposées manoeuvres illégales de financement dans son parti politique. *«Bourque savait tout puisqu'il se mêle de tout.* [...] *Le DGE a produit un rapport au nom de la raison d'état. Pour éviter la crise politique et donc une décote. Je suis là pour faire réfléchir»*, soutient M. Chanlat.

Chose certaine, M. Chanlat fera se délier bien des langues. Certains adversaires politiques du maire Bourque se préparaient déjà hier à se nourrir du livre de M. Chanlat pour attaquer le premier magistrat de la Ville.

EXPOS

«Remplacer Brochu ne changerait rien, comme ça n'a jamais rien changé ailleurs»

SUITE DE LA PAGE 1

de son nez, et le rachat des parts que détient M. Brochu dans les Expos, M. Selig, un *«optimiste de nature»* selon ses propres mots, s'est dit *«très inquiet»* pour l'avenir de l'équipe à Montréal. Mais il a catégoriquement nié, et dix fois plutôt qu'une, qu'une injection d'argent provenant du secteur privé pourrait relancer le club et assurer son avenir.

«Y a-t-il de nouveaux investisseurs intéressés à construire un stade?», a-t-il d'abord demandé, avant d'ajouter: *«En 33 ans au baseball, je n'ai jamais vu un seul projet* [de nouveau stade] *où des investissements privés ont pu à eux seuls régler le problème. À Seattle, ils ont changé deux fois de propriétaires, et les nouveaux ont dit au bout de deux ou trois mois qu'ils avaient le même problème que leurs prédécesseurs, que ça ne fonctionnait pas.»*

«Si des gens sont assez naïfs pour croire qu'un changement de propriétaires peut résoudre le problème de fond, ils se trompent», a dit le commissaire.

M. Selig a donc défendu avec la dernière énergie le travail de Claude Brochu, rabaissant au rang de *«questions secondaires»* les suggestions voulant que la venue d'un nouveau porte-parole dans le dossier d'un stade à ciel ouvert au centre-ville puisse faire progresser les choses, et éventuellement, grâce à un nouveau plan d'affaires, assouplir la position du gouvernement du Québec.

Les critiques émises à l'endroit de M. Brochu, a-t-il déclaré, sont *«injustes et erronées»* et sont *«une question secondaire». «Vous pourriez le remplacer 15 fois et être toujours en face du même problème, à savoir que les Expos ne peuvent pas, dans la situation actuelle, générer des revenus suffisants.»*

«M. Brochu a une connaissance remarquable du monde du baseball. Le remplacer ne changerait rien, comme ça n'a jamais rien changé ailleurs. Le problème n'est pas là. On crée une diversion en soulevant une telle hypothèse et je ne tolérerai pas de diversions», a dit M. Selig. *«Si M. Brochu part, vous pouvez parier que le prochain messager sera aussi impopulaire dans moins d'un mois»*, a-t-il ajouté.

La position du baseball majeur reste par ailleurs que l'État doit absolument participer au financement d'un nouveau stade, une contribution que M. Selig n'a toutefois pas chiffrée. Une aide publique est nécessaire, *«bien entendu. Ç'a été le cas partout ailleurs»*, a-t-il dit, indiquant que *«le modèle d'aujourd'hui est un partenariat public-privé, auquel les Expos doivent se conformer»*.

Mais il est ressorti de la discussion d'hier que le premier ministre Bouchard maintient sa décision de n'investir aucuns fonds publics dans l'entreprise. *«Les deux côtés se sont expliqués, et il n'y a pas de changement dans la position du gouvernement. Voyons ce qui va arriver»*, a relaté M. Brochu. M. Bouchard, pour sa part, n'a pas rencontré la presse au terme de la rencontre.

Quant à Claude Brochu, il a affirmé n'avoir reçu aucune offre de rachat de ses parts, et n'a même eu aucune discussion avec quiconque à cet égard. *«Personne ne m'a parlé de quoi que ce soit. Ce sont des histoires, toutes sortes de rumeurs. C'est complètement faux. Ça ne s'est pas produit»*, a-t-il dit. Pour le reste, *«l'objectif ne change pas»*, même s'il reconnaît que les actionnaires *«se tiraillent». «On doit mettre de côté toutes les questions de personnalité et travailler ensemble pour que ça se réalise.»*

Enfin, Bud Selig a commenté la lettre vitriolique qu'il a adressée la semaine dernière au président du conseil de la société en commandite que forment les Expos, Jacques Ménard, lui enjoignant de ne plus faire de déclarations publiques sur les humeurs des actionnaires du club. *«Je lui ai simplement dit que la seule façon de mener notre sport consiste à confier à une seule personne le soin de contrôler chaque franchise»*, et cette personne est M. Brochu.

Puis, comme un leitmotiv: *«Mais c'est une question secondaire. Il faut absolument un nouveau stade, c'est tout. La question que toutes les parties doivent se poser est la suivante: est-ce que cette communauté se portera mieux si les Expos s'en vont? Je ne pense pas.»*

Léveillée, chevalier de la Légion d'Honneur

(AFP)— L'auteur-compositeur Claude Léveillée a reçu hier à Montréal la médaille de chevalier de la Légion d'Honneur des mains du nouvel ambassadeur de France au Canada, Denis Bauchard. Léveillée, 66 ans, a composé plusieurs chansons pour Edith Piaf vers le début des années 60, comme *Boulevard du crime* ou *Le long des quais*. En 1964, il connaît la notoriété en France avec une chanson, *Frédéric*, avant de participer à de nombreuses tournées, notamment dans les Républiques soviétiques en 1968. Son dernier disque, *Mes années 60*, date de 1984. *«C'est le nouveau visage du Québec contemporain, une image de la modernité, de l'ouverture sur le monde»*, a souligné M. Bauchard en lui remettant la médaille. *«On est loin du show-business, cette médaille, c'est la preuve que les Français m'ont aimé»*, a déclaré pour sa part l'artiste, très ému. *«Grand merci à la France»*, a-t-il ajouté.

LE DEVOIR

LES SPORTS

EN BREF

Rhéaume est enceinte

(PC) — La carrière de la hockeyeuse Manon Rhéaume est désormais sur la glace puisque la gardienne de l'équipe nationale féminine est enceinte. Rhéaume, qui a épousé cet été le joueur de roller-hockey Gerry Saint-Cyr, attend la naissance d'un enfant pour le mois de mai. Elle ratera toute la saison 1998-1999, dont les championnats du monde de hockey féminin à Espoo, en Finlande. Rhéaume, âgée de 26 ans, est la première femme à avoir joué dans la Ligue nationale. L'athlète originaire de Lac Beauport a participé à un match préparatoire du Lightning de Tampa Bay en 1992. Elle a aussi contribué à la conquête de la médaille d'argent du Canada aux Jeux olympiques de Nagano.

Menace de grève des joueurs

(AFP) — Les footballeurs italiens sont prêts à se mettre en grève pour protester contre les suspicions de dopage circulant depuis quelques semaines, a annoncé hier le président de leur syndicat, Sergio Campana. Les noms de certains joueurs de la Juventus Turin, de Parme et d'Udinese, présumés dopés, ont été cités par la presse depuis le début d'une vaste campagne anti-dopage lancée cet été. Interrogé sur la possibilité d'un mouvement de grève des joueurs en série A (D1), comme cela avait déjà été le cas, pour une journée, en mars 1996, M. Campana a déclaré: *«Dans le climat actuel, arrêter le championnat pendant au moins six mois constituerait une réponse adéquate. Les joueurs sont plus indignés que quiconque sur ces harcèlements quotidiens et les détails afférants donnés sur les noms et leurs clubs*, a-t-il poursuivi. *J'ai discuté avec les capitaines de toutes les équipes et nous annoncerons la semaine prochaine, après le match de l'Italie devant la Suisse samedi, la forme de protestation que nous aurons décidée.»*

Ryckaert reste en prison

(AP) — Le juge lillois Patrick Keil a décidé de maintenir en détention le Dr Eric Ryckaert, médecin de la formation cycliste Festina, a-t-on appris hier auprès du parquet de Lille. Le médecin est placé en détention depuis le 17 juillet dans le cadre de l'enquête sur le dopage au sein de l'équipe Festina. Il est désormais la seule personne impliquée dans le dossier à être maintenue en détention. Huit personnes ont déjà été mises en examen par le juge lillois qui s'occupe du dossier dopage au sein des équipes Festina, La Française des Jeux, Once et Casino. Eric Ryckaert a été mis en examen pour *«importation en contrebande, circulation irrégulière de marchandises prohibées, transport, détention, emploi de produits stupéfiants»*. Au début de l'affaire, le docteur Ryckaert avait nié un quelconque rôle de sa part dans les affaires de dopage. Il avait même déclaré être hostile au dopage.

BASEBALL

Yankees-Indians à l'heure de la revanche

ASSOCIATED PRESS

Un seul lancer un peu trop à l'intérieur et c'est tout ce qu'il faudrait pour que la série de championnat de la Ligue américaine de baseball se transforme en bagarre générale.

Tous les ingrédients sont là: la défaite crève-cœur de Cleveland contre New York l'an dernier; Jaret Wright qui a atteint Luis Sojo le printemps dernier; les 114 victoires des Yankees, qui brisaient le record de la Ligue américaine des Indians de 1954.

Il faudra donc être attentif. Les rapides hautes à l'intérieur pourraient causer des problèmes.

«Ce n'est pas nécessaire de lancer haut à l'intérieur et être un chasseur de têtes», a dit David Wells hier lui qui lancera face à Wright, des Indians, lors du premier match ce soir.

«Parfois, ça devient des querelles personnelles. Les Indians ont une équipe agressive et nous sommes agressifs aussi. Quand ont tente de gagner à tout prix, des choses peuvent se produire et on peut perdre le contrôle.»

Les Yankees ont faim, surtout après avoir perdu en première ronde des séries contre Cleveland l'an dernier, surtout après avoir remporté la Série mondiale l'année d'avant.

Wright a battu les Yankees deux fois dans cette série de cinq matchs et deux autres fois cette saison, quand les Indians n'ont battu les Yankees que quatre fois en 11 matchs. Sojo a prétend que Wright l'avait atteint de façon délibérée le 2 mars dernier, lui fracturant un os de la main gauche et le mettant au rancart jusqu'au 27 avril.

En fait, les Yankees, qui ont présenté un dossier de 114-48 en saison régulière, et qui ont balayé la première série contre le Texas, n'en veulent à personne. Ils veulent simplement écraser tous les adversaires qui se présentent devant eux. Pour les Yankees ce ne fut pas un coup de chance que de limiter les frappeurs des Rangers à une moyenne de ,141 en série de section.

«C'est dificile de prendre une mauvaise décision quand on dispose du personnel que j'ai sous la main», a dit Joe Torre, gérant des Yankees.

Et voilà que les Yankees comptent maintenant sur les services de la recrue Shane Spencer, le frappeur de l'heure dans le baseball et qu'ils veulent à tout prix gagner pour Darryl Strawberry, qui est atteint du cancer du côlon.

«Le facteur Strawberry fait partie de l'équation, a dit Torre. *Toutes les fois qu'on lui parle, il nous ordonne de gagner la série. Il l'an encore fait hier.»*

Et dans tout cela, on oublie que les Indians sont les champions en titre, eux qui ont remporté le championnat de la ligue trois fois au cours des quatre dernières saisons.

Canadien 5 Black Hawks 5

Problèmes défensifs à l'horizon

PRESSE CANADIENNE

Mark Recchi et son trio semblent prêts à commencer la saison, malgré l'arrivée tardive de Saku Koivu et Shayne Corson, mais on ne peut en dire autant de la défense du Canadien en général.

Recchi a amassé trois buts et une passe dans un match nul de 5-5 hier contre les Blackhawks de Chicago, le quatrième de suite du Canadien qui allait en prolongation. Le Tricolore complète donc son calendrier de matchs pré-saison avec une fiche de 3-5.

Le Canadien a accordé 18 buts à ses quatre derniers matchs. Que ce soit Jocelyn Thibault ou José Théodore devant le filet, c'est la même défense inexpérimentée qui sévit. La situation des gardiens n'est jamais simple à Montréal et il faut bien admettre qu'on ne fait rien pour la simplifier.

Ainsi Théodore, en principe le numéro deux, aura été devant le filet pour les deux derniers matchs préparatoires, qui visent, toujours en principe, à préparer la formation pour le match d'ouverture. De tout temps, le gardien numéro un a disputé au moins un des deux derniers matchs pré-saison. Thibault, s'il ouvre la saison samedi contre les Rangers comme prévu, en sera à son premier match depuis mercredi dernier, soit en 11 jours! Outre Recchi, Scott Thornton et Koivu ont aussi profité de la générosité de Jeff Hackett devant le filet des Hawks.

En plus des problèmes défensifs du Canadien, on est en droit de se demander qui va marquer des buts

Repêchage intraligue de la LNH

Gilchrist part et retourne à Detroit

Chabot revient avec le Tricolore

PRESSE CANADIENNE

New York — Neuf joueurs sans envergure ont été réclamés, hier, au repêchage intraligue et il est peu probable qu'ils transforment quoi que ce soit avec leurs nouvelles équipes.

En fait, le premier joueur sélectionné — Zdeno Ciger — n'a pas joué dans la Ligue nationale depuis deux ans et le deuxième — Brent Gilchrist — a été immédiatement retourné à son ancienne équipe par l'entremise d'un échange.

Les Predators de Nashville, l'équipe d'expansion, en quête de talent offensif, ont pris un risque en optant pour Ciger. Il a évolué ces deux dernières années dans sa Slovaquie natale, ayant amassé 31 buts et 39 mentions d'aide à sa dernière saison dans la LNH (1995-1996) avec les Oilers.

Le Lightning de Tampa Bay a ensuite choisi Brent Gilchrist, le valeureux attaquant qui a aidé les Red Wings de Detroit à remporter une deuxième coupe Stanley d'affilée. Mais les Red Wings l'ont rapatrié quelques heures plus tard en retour d'un choix de sixième ronde au repêchage de 1999.

Gilchrist, âgé de 31 ans, a amassé 27 points (13 buts, 14 passes) en 61 matchs la saison dernière avec les Red Wings. Il en est à sa 11e saison dans la ligue.

Les Mighty Ducks d'Anaheim, détenteurs du troisième rang, ont opté pour le défenseur Pascal Trépanier de l'Avalanche du Colorado. Les Blackhawks de Chicago ont ensuite réclamé le dur à cuire Dennis Bonvie, qui a écopé de 295 minutes de pénalités en 57 matchs avec les Bulldogs de Hamilton de la Ligue américaine, une filiale des Oilers.

Les Maple Leafs de Toronto ont sélectionné le défenseur Kevin Dahl des Blues de St. Louis. Dahl a passé la dernière saison avec les Wolves de Chicago de la LIH.

Le Canadien de Montréal a par ailleurs remis la main sur le gardien Frédéric Chabot des Kings de Los Angeles. Chabot avait passé quatre ans dans l'organisation montréalaise avant d'être échangé aux Flyers de Philadelphie en retour d'un montant d'argent en 1994.

Parmi les vétérans ignorés à ce repêchage, notons les noms des gardiens Kay Whitmore (Rangers), Jim Carrey (Boston) et Glenn Healy (Toronto), des défenseurs Zarley Zalapski (Rangers), Neil Wilkinson (Pittsburgh) et Al Iafrate (Caroline) ainsi que les attaquants John Cullen (Tampa Bay) et Randy Cunneyworth (Buffalo).

Téléphone: 985-3344
Télécopieur: 985-3340

AVIS PUBLICS

Sur Internet:
www.offres.ledevoir.com

avis public

Gouvernement du Québec
Ministère des Transports

PROJET DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA ROUTE 132
SECTEUR DE LA CÔTE DU BELVÉDÈRE
MUNICIPALITÉ DE CLORIDORME

Le ministère des Transports du Québec avise la population qu'il lui est possible de consulter le dossier afférent au projet susmentionné, qui comprend, notamment, une étude d'impact sur l'environnement préparée en vertu de la section IV.1 de la Loi sur la qualité de l'Environnement (L.R.Q., c. Q-2).

Le projet consiste à réaménager une section de la route 132 sur une distance de 1,9 km dans le secteur de la côte du Belvédère, dans les limites de la municipalité de Cloridorme, en Gaspésie.

La consultation publique

L'étude d'impact liée à ce projet a été présentée au ministre de l'Environnement et de la Faune du Québec (MEF), qui l'a rendue publique le 24 septembre 1998 et l'a mise à la disposition du public. Cette étude d'impact sur l'environnement ainsi que les autres documents relatifs à ce projet, sont accessibles aux fins d'information et de consultation pour une période de 45 jours, soit jusqu'au 8 novembre 1998.

Ce dossier, qui comprend, entre autres choses, la liste des lots touchés par le projet, est disponible pour consultation par le public aux endroits et aux heures suivants :

Municipalité de Cloridorme
472, route 132
C.P. 100
Cloridorme (Québec)
G0E 1G0
Téléphone : (418) 395-2808
Télécopieur : (418) 395-2228
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 8 h à 16 h.

Bibliothèque municipale de Cloridorme
472, route 132
C.P. 100
Cloridorme (Québec)
G0E 1G0
Téléphone : (418) 395-2808
Télécopieur : (418) 395-2228
Heures d'ouverture :
le mardi de 18 h 30 à 20 h et
le mercredi de 13 h à 15 h.

BUREAUX DU BAPE

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)
Centre de documentation
625, rue Saint-Amable, 2e étage
Québec (Québec)
G1R 2G5
Téléphone : (418) 643-7447 ou le 1-800 643-4732
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)
5199-A, rue Sherbrooke Est, bureau 3860
Montréal (Québec)
H1T 3X9
Téléphone : (418) 873-7790
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

Université du Québec à Montréal
Bibliothèque centrale
Pavillon Hubert-Aquin
Section des publications gouvernementales
1255, rue Saint-Denis, bureau A.M. 100
Montréal (Québec)
H3C 3P8
Téléphone : (514) 987-3000, poste 4312
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 9 h à 21 h et
le samedi de 12 h à 17 h.

La séance d'information publique :

Le BAPE tiendra une séance d'information sur ce projet :

le mardi 20 octobre 1998, à compter de 19 h 30,
au Centre Colombien
329, route 132
Cloridorme (Québec)

Des personnes représentant le BAPE animeront cette séance publique d'information; y participeront des personnes-ressources du ministère des Transports du Québec et du ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec.

Les citoyennes et citoyens présents à cette séance pourront s'informer sur toute question concernant le projet ainsi que la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement. Toute personne, groupe ou municipalité peut émettre des commentaires ou faire une demande d'audience publique relativement à ce projet. Cette demande doit être présentée par écrit au ministre de l'Environnement et de la Faune du Québec, édifice Marie-Guyart, 675, boulevard René-Lévesque Est, 30e étage, Québec, G1R 5V7, d'ici le 8 novembre 1998. Les requérants doivent indiquer les motifs de leur demande et leur intérêt par rapport au milieu touché.

Cet avis est publié par le ministère des Transports du Québec conformément aux exigences du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.9) adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

Québec

2 h 41 DU MATIN
Vous les informeriez de votre maladie de coeur et de vos médicaments.

2 h 59 DU MATIN
Si vous repreniez connaissance.

MedicAlert
PARLE POUR VOUS
1-800-668-6381
www.medicalert.ca

BASEBALL

LIGUE NATIONALE
Mercredi
San Diego à Atlanta, 20h15.
Jeudi
San Diego à Atlanta, 20h15.
Samedi
Atlanta à San Diego, 16h15.
Dimanche
Atlanta à San Diego, 19h45.

LIGUE AMÉRICAINE
Mardi
Cleveland à New York, 20h.
Mercredi
Cleveland à New York, 16h.
Vendredi
New York à Cleveland, 20h.

FOOTBALL

LIGUE CANADIENNE

	Pj	V	D	N	Pp	Pc	P
Section Est							
Hamilton	14	10	3	1	395	255	21
Montréal	14	9	4	1	339	312	19
Toronto	14	8	6	0	364	281	16
Winnipeg	14	2	12	0	278	439	4
Section Ouest							
Calgary	14	9	5	0	431	296	18
Edmonton	14	7	7	0	284	344	14
Saskatchewan	14	5	9	0	305	372	10
C.-B.	14	5	9	0	259	347	10

Dimanche
Montréal 34 Edmonton 3
Hamilton 35 Winnipeg 21
C.-B. 22 Calgary 11
Le samedi 10 octobre
Saskatchewan en C.-B., 23h.
Le dimanche 11 octobre
Calgary à Hamilton, 13h.
Le lundi 12 octobre
Toronto à Montréal, 13h.
Edmonton à Winnipeg, 16h.

LIGUE NATIONALE
CONFÉRENCE AMÉRICAINE

	V	D	N	Moy	Bp	Bc
Section Est						
Miami	3	1	0	.750	67	42
N.-Angleterre	3	1	0	.750	107	76
Jets	2	2	0	.500	104	75
Buffalo	1	3	0	.250	80	84
Indianapolis	1	4	0	.200	57	128
Section Centrale						
Jacksonville	4	0	0	1.000	96	71
Pittsburgh	3	1	0	.750	50	56
Baltimore	2	2	0	.500	78	78
Cincinnati	1	3	0	.250	78	95
Tennessee	1	3	0	.250	68	81
Section Ouest						
Denver	5	0	0	1.000	182	93
Kansas City	4	1	0	.800	108	63
Oakland	3	2	0	.600	81	111
Seattle	3	2	0	.600	111	58
San Diego	2	3	0	.400	64	95
Conférence nationale						
Section Est						
Dallas	3	2	0	.600	135	82
Arizona	2	3	0	.400	81	114
Giants	2	3	0	.400	92	111
Philadelphie	0	5	0	.000	52	137
Washington	0	5	0	.000	74	169
Section Centrale						
Green Bay	4	0	0	1.000	111	70
Minnesota	4	0	0	1.000	129	72
Tampa Bay	2	3	0	.400	75	99
Chicago	1	4	0	.200	109	126
Detroit	1	4	0	.200	107	138
Section Ouest						
Atlanta	3	1	0	.750	107	80
N.-Orléans	3	1	0	.750	89	74
San Francisco	3	1	0	.750	133	86
St. Louis	1	3	0	.250	99	115
Caroline	0	4	0	.000	81	126

Hier
Minnesota à Green Bay

Basketball

La NBA annule son calendrier présaison

New York (AP) — La NBA a annulé le reste de ses matchs préparatoires, hier, en raison de l'impasse qui persiste dans ses négociations avec les joueurs.

«Dans le contexte actuel, nos équipes ne peuvent être prêtes à disputer des matchs avant novembre, a indiqué le commissaire par intérim Russ Granik. *C'est triste que nous ne soyons pas parvenus à avoir des négociations sérieuses.»*

La prochaine session de négociations en vue du renouvellement de la convention collective dans la NBA est prévue pour jeudi. La ligue a précisé qu'une décision au sujet de l'annulation possible de la saison régulière pourrait être prise la semaine prochaine.

La saison régulière doit s'amorcer le 3 novembre.

La NBA avait précédemment contremandé 24 matchs hors-concours et, hier, elle a fait de même pour les 90 autres prévus au calendrier.

Quand les deux parties se retrouveront de nouveau, elles n'auront que quelques jours pour en venir à une entente si on désire présenter intégralement le calendrier de 82 rencontres.

Dès la conclusion d'une entente, il faudra au moins trois semaines pour mettre les joueurs sous contrat, procéder aux transferts et tenir des camps d'entraînement abrégés. À moins du dénouement de l'impasse dans les jours suivants la reprise des négociations, le début de la saison à la date prévue semble impossible.

Les propriétaires ont déposé leur dernière offre il y a 10 jours, exigeant toujours un système rigoureux de plafond salarial.

L'association des joueurs prétend que cette offre des propriétaires comprenait de nombreuses nouvelles demandes qui n'ont jamais été discutées lors des rencontres précédentes.

Les deux parties attendent par ailleurs le jugement de l'arbitre John Feerick sur le grief de l'association des joueurs quant à savoir si les joueurs ayant des contrats garantis devraient être payés pendant le lockout. La décision de Feerick pourrait être rendue à tout moment d'ici le 19 octobre.